

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. Louis Pindy, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chauv-de-Fonds (Suisse); autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois 2 francs,
Six mois 4 „
Un an 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

De l'attitude du prolétariat français pendant les dernières élections (14 octobre 1877).

Au lendemain du 16 mai, une voix a parcouru d'un bout à l'autre le territoire français, agitant les villes, réveillant les campagnes, criant à tous : La république est en danger ! Aussitôt les paysans se sont dressés sur leurs sillons, irrités du travail interrompu, les ouvriers sont sortis inquiets des fabriques, tous, ou presque tous, un bulletin de vote à la main. Une autre voix, moins forte que la première, est alors venue de Versailles qui a dit : Pour sauver la république, il faut avec une discipline inexorable renvoyer à la chambre les 363 membres républicains de l'assemblée dissoute. — A cette voix comme à la première, ouvriers et paysans ont obéi, et les bulletins du prolétariat sont allés tomber dans l'urne, pêle-mêle, avec ceux des patrons, des capitalistes, des bourgeois. Dans cette pluie de bulletins, peu d'ouvriers se sont abstenus de jeter les leurs ; quelques-uns cependant ! Ceux-ci groupés en parti ouvrier, en parti distinct de tous les partis politiques, ont examiné la question à leur point de vue, et affirmé leur pensée dans un manifeste. Organisés sous le drapeau de l'Internationale, ils ont considéré comme une comédie indigne le vote où la réaction les conviait, et, en face de Mac-Mahon prêt à tout, ils se sont apprêtés pour la lutte.

Il s'agit de savoir, maintenant que les urnes se refroidissent, que l'ivresse de la bataille électorale se dissipe, qui a eu de la situation la perception la plus nette : est-ce la minorité organisée de la classe ouvrière, ou bien la majorité encore en tutelle bourgeoise ? Le sujet vaut la peine qu'on l'approfondisse.

Examinons d'abord avec soin la conduite des ouvriers qui ont lutté par le vote.

Le but poursuivi par la majorité de la classe ouvrière était le salut de la république ; la tactique employée, la réélection en masse des 363. Sans sortir du terrain électoral, cette tactique était-elle la seule qui permit d'atteindre ce but ? nous ne le pensons pas, et, il nous semble que, l'envoi à la chambre de députés républicains, choisis, chacun par ses électeurs respectifs, aurait pu tout aussi bien, sinon mieux, conduire au même résultat. Quelques-uns affirment que si la France au 14 octobre avait élu des députés monarchiques, notre constitution pseudo-républicaine aurait couru de grands dangers. Voici comment ils expliquent la chose : « la constitution contient une clause révisionniste ; le sénat et la nouvelle chambre réunis en Congrès auront à s'occuper de cette révision en 1880, ou plus tôt si le Maréchal la demande ; supposons à la chambre comme au sénat une majorité monarchiste, Mac-Mahon presse la révision, la révision a lieu, et une monarchie héréditaire remplace la république. » — Nous reconnaissons que pour éviter ce danger (si danger il y a !) un certain nombre de votes républicains sont utiles à la chambre. Mais ce que nous continuons à ne pas voir clairement c'est la raison pour laquelle 363 votes républicains contenant le bulletin d'un député ouvrier par exemple, n'auraient pas valu 363 votes républicains jouissant de la promiscuité du bulletin du prince Napoléon. Nous avons toujours cru que devant le vote, 363 égalait 363 (363 = 363) ?

Nous comprenons donc de moins en moins la nécessité absolue de la réélection en masse des 363 que l'on prônait.

Si vous posez la question à l'un d'entre eux, soyez certain qu'il vous répondra par le prétexte ; il taira le motif. Il vous dira : Notre réélection par le pays est pour le maréchal une leçon terrible ! il n'ajoutera pas : En même temps, que dans les circonstances où elle se produit, elle nous délivre un blanc seing que sans elle il nous eut été assez difficile d'obtenir personnellement de nos électeurs.

Ainsi, il faudrait le croire : le choix de la tactique préconisée par les chefs de la bourgeoisie républicaine serait due à cette mesquine question de personne : froisser le Maréchal ! Comment ! il aurait été possible d'atteindre le même but, le maintien de la constitution républicaine, par une politique froide, sérieuse, énergique, en envoyant siéger dans la nouvelle législature 363 républicains quelconques, en faisant parler la France et non les 363, et l'on ne s'est pas hâté d'adopter cette tactique ! on préférerait par la réélection justement des mêmes personnalités souffleter le Maréchal, l'agacer ? pousser à bout, au vol électoral, au coup d'Etat, ce pilier de caserne, au risque de tout compromettre, même le salut de la république ? Quelle criminelle folie !

On le voit, même en les croyant sur parole les

363 seraient coupables. Ils le sont bien davantage si l'on scrute leurs intentions. Car, — sachez-le, — ces hommes n'ont pas craint de créer tous ces dangers dans le but secret qu'il faut que l'on dévoile : tromper le peuple ouvrier qui vient de les réélire et lui voler un mandat!

La vérité la voici :

La réélection des 363 contenait et la réélection de ce qu'il en reste contient bien autre chose qu'un vote à rendre en 1880, ou avant, pour sauver la république!

Cette réélection renferme, pauvres ouvriers trompés, tous les votes rétrogrades d'une révision constitutionnelle et tous les votes réactionnaires d'une législature de 4 ans :

Ecoutez :

En 1880, ou plus tôt, la révision aura lieu. Il s'agira pour vos élus de garantir à la France quoi? — Une constitution républicaine, ainsi que vous la demandez? non. Mais, la constitution républicaine : c'est-à-dire celle qui existe avec son sénat, sa présidence, son absorbante centralisation! — La réaction aspirait à une révision dans le sens monarchique; vous, à une révision dans le sens républicain. La réaction désirait aller en arrière; vous, en avant. Eux, se plaisent dans le *statu quo*; ils aiment l'immobilisme. Maintenant, le tour est joué; il l'auront.

Voilà un des véritables motifssm de la réélection des 363 pontifes. En voici un autre :

Il y a dans la situation politique de la France des vieilleries dont certainement vous voulez vous débarrasser, comme le concordat, l'immovibilité de la magistrature, . . . etc.; des systèmes que vous désiriez au moins changer : le système militaire et le système financier; des lois que vous teniez à abolir : celles sur la presse, les réunions, les associations; des hommes que vous étiez résolus à flanquer par les fenêtres; des mesures équitables comme l'amnistie que vous vouliez voir votée? Or, ce dont vous ne voulez plus, ce qu'il reste des 363 le désire, et ce que vous désirez, eux, ils ne le veulent pas.

Comprenez-vous maintenant, paysans qui vous dressiez sur vos sillons? ouvriers qui sortiez de vos fabriques? Les 363 ont fait miroiter à vos yeux le salut de la république pour pouvoir, de votre main ouverte pendant que vous les écoutiez, arracher votre mandat encore en blanc. Ils ont demandé votre vote au nom de la république; vous le leur avez donné; et, dans votre vote sincèrement républicain ils ont enveloppé tous les votes réactionnaires qu'ils se proposent de rendre. — « Le pavillon couvre la marchandise! » — Ils ont arboré le pavillon de la république : le vôtre; et ils ont passé comme marchandise : non pas la vôtre, la leur, c'est-à-dire : tout le bagage de la réaction républicaine!

Tout cela vous pouviez l'empêcher.

Comment?

Cette exploitation politique des classes ouvrières par la bourgeoisie républicaine que nous venons de prendre une fois sur le fait (et qui est une exploitation permanente) serait évitée au moins en partie, par le prolétariat, si le prolétariat s'organisait en parti distinct.

Comment la classe ouvrière peut-elle se croire représentée quand elle a nommé pour représentants les mêmes hommes qu'une fraction de la classe bourgeoise? Ces deux classes, la classe ouvrière et la classe bourgeoise auraient-elles les mêmes intérêts? qui l'oserait dire? tandis que les représentants les plus autorisés de la bourgeoisie républicaine soutiennent « qu'il n'y a pas de question sociale » que « le socialisme n'existe plus en France » qu'ils « ne sont pas très versés dans la science sociale » la classe ouvrière

qui s'est faite fusiller en juin, massacrer en mai 1871, on sait par qui! sent parfaitement que tous les droits politiques resteront pour elle nuls et non advenus tant que l'égalité sociale ne lui donnera pas les moyens de s'en servir. La classe ouvrière se préoccupe surtout de la question sociale; la classe bourgeoise ou n'y songe pas du tout, ou la repousse, ou la relègue au dernier plan, dans un avenir lointain, et la réduit, quand elle s'en occupe, à d'insignifiantes réformes.

Comme la classe bourgeoise nomme pour la représenter des députés pensant comme elle, des députés bourgeois, avocats, médecins, négociants, . . . etc., la classe ouvrière, si elle tient à se faire représenter (ce qui pour nous est une faute), doit au moins choisir des députés qui défendent ses intérêts de classe, des députés ouvriers, sortis de son sein : menuisiers, serruriers, cordonniers, . . . etc. . . . Et je ne parle pas ici d'ouvriers élus au même titre que des bourgeois, représentant comme ceux-ci l'ensemble de la France ou d'un arrondissement, mais des ouvriers ne représentant absolument que leur classe, la classe ouvrière. Cette tactique devrait toujours être suivie par les ouvriers qui votent et elle pouvait plus que jamais être adoptée dans le cas spécial qui nous occupe.

Puisque la masse ouvrière est républicaine, tout candidat choisi par elle eut été évidemment républicain, et, élu député, le moment de la révision venu, il eut donné son vote à la république. Avant, après la révision, pendant toute la législature, sur toutes les questions il eut représenté non pas les bourgeois, mais les ouvriers.

Dans les arrondissements où comme dans le 20^e de Paris, la classe ouvrière est en majorité incontestable, le nom d'un député ouvrier serait sorti de l'urne. En 1880, cet ouvrier eut voté le maintien de la république aussi sûrement que le prince Napoléon qu'on voulait élire, et de plus il eut voté la révision dans le sens républicain bien plus sûrement que M. Gambetta que l'on a élu. Pendant toute la législature non seulement il aurait voté toutes les exécutions politiques que les ouvriers demandent, mais il eut pu porter à la tribune toutes les revendications sociales qui sont chères au peuple de Belleville et que M. Gambetta n'y portera certainement pas.

Dans les circonscriptions où, pour réunir la majorité autour du mot république, il fallait subir une entente avec la bourgeoisie libérale, on eut débattu le contrat de puissance à puissance, parti contre parti, de comité à comité; on eut fait des concessions et on en eut exigé; en tous cas, le résultat obtenu se rapprocherait davantage des *désiderata* des classes ouvrières, que celui que l'on croit avoir réalisé en se remettant pieds et poings liés à la discrétion des bons confrères bourgeois en république.

La ligne de conduite que nous venons d'exposer, d'ailleurs simple plagiat fait à la tactique bourgeoise, est si facile; elle vient si naturellement à l'esprit, que beaucoup d'ouvriers y auront certainement songé.

Pourquoi ne l'ont-ils pas suivie? Parce que pour cela il fallait deux choses. D'abord s'entendre et ensuite lutter. Pour s'entendre, il fallait avoir des réunions bourgeoises; pour lutter, il fallait un parti ouvrier spécial, organisé de façon à pouvoir opposer comité électoral à comité électoral, réunions électorales à réunions électorales, et ce qui est plus difficile à avoir et cependant plus nécessaire, journaux à journaux.

Pour cela il fallait que *tout* le prolétariat fut constitué en dehors de toutes les fractions bourgeoises, en parti distinct. Seuls les Internationaux étaient — en petit nombre — dans ces excellentes conditions.

Qu'ont ils fait?

Organisés depuis longtemps en parti spécial, dis-

cutant dans les assemblées de leurs sections, toutes les éventualités politiques qui surgissent, les Internationaux ont pu se faire de la situation une opinion plus nette et adopter une tactique conforme aux intérêts et à la dignité du parti socialiste. Non seulement ils n'ont pas consenti à donner sans conditions à la bourgeoisie libérale leur part de l'appoint électoral qui était nécessaire à celle-ci pour faire réussir ses candidats, mais encore ils ont jugé bon de ne voter même pour aucun des leurs; ils se sont tout simplement abstenus. Ils ont vu, nous semble-t-il, le danger où il était, où il est encore, dans le crime toujours probable de M. de Mac-Mahon. En face de gens qui ont déclaré nettement qu'ils emploieront la force, ils se sont empressés d'organiser la leur. Ils regrettent seulement que vu leur petit nombre, leur force soit si petite.

Le vote dans les conditions où on l'a placé leur a paru une comédie indigne; et, socialistes convaincus de leur dignité, ils n'ont pas voulu jouer dans cette comédie le rôle qui les y attendait, le rôle de dupes. En présence de candidatures officielles certaines, et des agissements éhontés du gouvernement qu'il fallait prévoir, voter était accepter le combat dans toute sa déloyauté et avec toutes ses conséquences. Comment s'insurger contre un vote après la défaite, lorsque vainqueur on en eut acclamé le résultat? Comment ensuite se jeter dans une lutte électorale avec des gens qui vous y convient en déclarant qu'ils ne tiendront aucun compte de la volonté nationale? n'est-ce pas continuer à converser avec des interlocuteurs qui vous disent: « Parlez tant que vous le voudrez, je ne vous écouterai pas ».

En désertant les salles du scrutin, nous dira-t-on, nous eussions fait les affaires des partis rétrogrades qui ne demanderaient pas mieux que de tuer la république légalement. Nous répondrons ceci: il n'est même pas certain que la république qui existe eût succombé si les partis réactionnaires étaient parvenus à réaliser une majorité. Au moment d'escalader le pouvoir, chaque parti comme dans l'assemblée de Versailles se serait heurté à la coalition des autres avec les partis bourgeois républicains. Il y avait à craindre une république avec M. Buffet? aimez-vous mieux une république avec M. Dufaure? oui? Eh bien! vous l'aurez.

Les trois partis fussent-ils parvenus à s'entendre, le mal n'eut pas été non plus bien grand. On eut instauré une monarchie héréditaire dans le goût de celles qui ont vécu depuis 1789 et où le fils ne succède jamais à son père, à la place d'une véritable monarchie élective, que l'on appelle république, et dans laquelle sous le nom de président on nomme des Mac-Mahons, rois véritables, pour sept années consécutives? Au point de vue des intérêts purement socialistes nous ne sommes pas certains d'ailleurs, que l'affermissement d'une république conservatrice ne soit pas une éventualité dangereuse. Aucun des partis bourgeois, pas même le radical, n'a les mêmes vues sociales que la classe ouvrière; il semble donc qu'il vaudrait mieux que ces partis ennemis forment en face du prolétariat organisé une masse réactionnaire divisée qu'une masse complètement unie. Eh bien! la monarchie est le gouvernement qui divise le plus nos adversaires et... « la république conservatrice est le gouvernement qui les divise le moins ».

Que l'on pense ce que l'on voudra d'ailleurs des deux tactiques en présence, les faits vont se précipiter et dans quelques jours à peine l'expérience nous dira ce qu'il faut réellement penser de l'excellence de cette tactique: participation des classes ouvrières à la politique légale, ou de la nécessité de celle-ci: abstention

politique révolutionnaire.

Notre correspondant de Lyon écrit à la Commission fédérale:

Le *Petit Lyonnais* du 16 contient l'entrefilet suivant:

„La manœuvre dévoilée.

Nous lisons dans le *Progrès*:

„Le manifeste de la Fédération française, publié par le *Gaulois*, signé de Pindy, daté de Genève, affiché la nuit à Lyon et reproduit par le journal *La Défense* est désavoué par Pindy dans les journaux suisses.“

Nous croyons que ceci est un mensonge odieux.

Evidemment.

D'abord le manifeste n'a jamais été daté de Genève. Ensuite, Pindy n'a pas, et ne pouvait pas désavouer un manifeste lancé par la Fédération dont il est le secrétaire correspondant, et qu'il a signé. La Commission fédérale avertie, fait parcourir les journaux suisses et cherche à remonter aux sources de l'erreur commise par le *Progrès*. Que les sections de Lyon soient tranquilles, *la manœuvre sera dévoilée*.

La Commission fédérale nous communique le document suivant, qu'elle a fait afficher, à propos des élections du 14 octobre:

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Manifeste de la Fédération française.

Citoyens,

Le socialisme, mal enterré dans un document posthume par un moribond à qui l'on doit la plupart des difficultés de l'heure présente, est en France plus vivant qu'on ne croit. Il est en Europe plus vivant que jamais. Il ne restera plus rien de ceux qui l'ont combattu et de ceux qui songent à le combattre, pas plus du soldat qui nous gouverne que de l'homme d'Etat qui vient de mourir, que le socialisme sera encore debout. Il sera debout tout le temps que les besoins populaires qui l'ont fait naître ne seront pas assouvis, les injustices sociales qu'il combat abattues, les principes qu'il proclame réalisés. C'est lui qui, dans la crise que nous traversons, vient, par la bouche de l'Internationale, vous faire entendre sa voix.

Le gouvernement des « curés » et des « ducs » vous a rendu la parole et vous croyez devoir vous en servir. Soit. Vous renverrez à la chambre les 363. Ils se trouveront en présence de celui qui « ne saurait obéir aux sommations de la démagogie » et qui, entouré de ses soldats, vous a dit: « *J'y suis, j'y reste.* » Que feront en les supposant énergiques (ce qui n'est pas le cas), les députés que vous aurez élus?

L'histoire que nos pères nous ont faite avec leurs os, avec leur chair, avec leur sang, va vous répondre.

Ecoutez-la:

En 1789, qu'eut fait l'Assemblée nationale en face des mercenaires de la cour? Rien, si le peuple du 14 juillet n'avait pas pris la Bastille. — En 1792, qu'eut fait l'Assemblée législative, pourtant républicaine, en présence des suisses de la royauté? Rien, si le peuple n'avait pas fait le 10 août. — En 1793, qu'eut fait la Convention entre l'étranger du dehors et l'étranger du dedans, si le peuple toujours admirable ne s'était installé en permanence, une partie à la frontière, l'autre à sa barre pour lui dicter ses votes? Rien. — En 1848, nous avons eu la république. Qui l'a faite? le peuple de février. Qui l'a laissée agonisante sous le talon d'un Bonaparte? l'Assemblée nationale. — Que fera

le 11 novembre 1877, l'assemblée des 363? Rien. Elle s'applatira ou sera chassée . . . à moins que vous ne soyez là avec des armes.

Vous le voyez, si vous ne voulez pas que votre triomphe apparent ne soit que le masque de votre défaite, vous devez vous préparer à passer de la parole à l'acte, de l'urne à la barricade, du vote à l'insurrection. Le combat inévitable aura donc lieu.

Si le sort ne trompe pas votre courage, — si vous êtes vainqueurs, — que ferez-vous?

Nous enfonceriez-vous de nouveau dans le borbier des gouvernements provisoires? A quoi vous servirait, Ouvriers, d'abatire le gouvernement des « curés » et des « ducs » si vous installez à sa place le gouvernement des « avocats » et des « bourgeois »? Songez que parmi ceux que vous porteriez au pouvoir, il est des hommes que vos pères y ont placés en février 1848; et ces hommes ont fait fusiller vos pères. N'oubliez pas que parmi ces hommes que vous installeriez au gouvernement, il en est que vos frères y ont envoyés en 1870; et ces hommes ont fait ou laissé massacrer vos frères en mai 1871; et jusqu'ici il a été impossible de leur faire amnistier ceux de vos amis qui ont échappé, et qui gémissent en Nouvelle Calédonie et ailleurs. Souvenez-vous, enfin qu'à eux tous on a donné à garder plusieurs républiques et que ces républiques sont mortes dans leurs mains. Va-t-on leur en confier une nouvelle?

Non, si les barricades dressent leurs pavés sur les places publiques, si elles sont victorieuses, il ne faut pas qu'il en sorte des gouvernants, mais un principe: pas d'hommes, mais la Commune! Ce n'est plus des hommes insurgés que doit rencontrer la réaction; mais des communes insurgées. Il ne faut plus qu'on dise: Gambetta, Grévy, Louis Blanc, mais: Paris, Lyon, Marseille, . . . etc. . . . La république unitaire, parlementaire, réactionnaire et bourgeoise doit être morte en France. Vive la République des communes fédérées!

POUR LA COMMISSION

de la Fédération française de l'Association Internationale des Travailleurs,
le Secrétaire-correspondant :

L. PINDY.

France. Paris. — Comme vous l'aurez appris par les journaux le ministère battu le 14 octobre ne fait pas mine de démissionner. Il reste au contraire, et il compte bien secouer encore le pays pour les élections complémentaires et pour celles des conseils généraux et d'arrondissements. Donc, comme nous l'avions facilement prévu le gouvernement tient bon. Or, qu'est-il advenu de l'énergie des gauches? tous ces projets: mise en accusation du ministère, invalidation en masse des candidats officiels, se soumettre ou se démettre, . . . etc. . . . autant le vent en a emporté! Il a suffi d'entendre parler conciliation à quelques feuilles réactionnaires, pour que, „l'amour du pays“ mise en avant comme prétexte, le centre gauche se sente disposé à un rapprochement, et pour que la gauche le suive.

On a fait des perquisitions chez un rédacteur de feuille radicale. On espérait trouver des billets de loterie de la tombola de Londres. Fiasco complet, pour dame Police: on a saisi trois prospectus insignifiants.

Notre manifeste a été publié par beaucoup de journaux. Les feuilles de gauche font semblant de croire à une manœuvre policière. Toute affirmation socialiste les gêne, ces messieurs! s'agit-il d'un imprimé? c'est la police! d'une manifestation? ce sont les blouses blanches! d'une insurrection, journées de Juin ou Commune? ce sont les bonapartistes qui l'ont faite quand ce ne sont pas les prussiens. Ils n'ont rien appris, décidément! Voilà bien d'ailleurs, Messieurs les républicains bourgeois! tout ce qui sort de leur cercle et tend à faire entrevoir au peuple des horizons nouveaux, ils voudraient le voir à cent pieds sous terre: assez de libertés pour qu'ils puissent agir! plus de libertés dont puissent profiter plus avancés qu'eux pour éclairer le peuple! Tout ce qui est énergique, tout ce qui veut profiter des leçons du passé, tout ce qui condamne les faiblesses de l'opportunisme soit socialiste soit républicain, est pour eux une manœuvre de police. Ils ne discutent pas notre manifeste; ils le nient. Cela

ne l'a pas empêché d'être fort lu et complètement approuvé, même par des personnes qui ne partagent pas absolument notre manière de voir.

Lyon. — Nous vous expédions quelques extraits des journaux de notre localité, vous y verrez de quelle façon a été accueilli par eux notre manifeste, tout anodin qu'il était.

Les journaux clérico-monarchistes y ont vu une demi-vérité, tandis que les républicains de toutes nuances cherchent à tromper leurs lecteurs, et eux-mêmes, en disant que c'est une manœuvre bonapartiste. — Certes, l'épouvante des uns et la tactique des autres ne peuvent rien changer dans nos idées, aussi bien que dans nos principes, et nous ne prendrions pas la peine d'y répondre, si derrière eux il n'y avait des millions de lecteurs qui appartiennent comme nous à la classe des parias, des exploités, en un mot, à cette classe qui grouille dans la misère, tandis que les gros bonnets se repaissent aux dépens de ses sueurs.

Qu'on nous traite de communards, de pétroleurs, d'anarchistes, et de je ne sais quoi encore; très bien! nous le sommes. Et, non seulement nous avons le courage de le dire, mais quand on nous en accuse, on nous flatte. Mais, quand des journaux comme le *Progrès*, le *Peuple Lyonnais*, entre autres, qui jusqu'ici ont passé pour soutenir la cause du travail, nous accusent d'être des bonapartistes, nous protestons avec indignation, et nous pouvons leur dire qu'ils sont de mauvaise foi, car s'ils avaient bien lu ils auraient vu que notre manifeste ne ménageait pas plus les bonapartistes que les autres; que tous les partis politiques sans exception, y sont également attaqués et que nous n'avons aucune attache avec tous ces charlatans travestis qui font de la politique, les uns pour leur propre gloire, les autres pour le triomphe non pas de telle ou telle cause, mais pour le triomphe de telle ou telle personnalité, et enfin le plus grand nombre pour 25 francs par jour.

Nous comprenons que depuis cinq ans et demi que nous sommes disparus de l'arène, ils aient perdu l'habitude de nous entendre, et que notre première manifestation les étonne, et les étonne d'autant plus, qu'ils ne nous connaissent peut-être pas ce langage; mais, s'ils veulent bien se pénétrer de l'idée que pendant ces cinq années, si nous n'avons rien dit c'est que nous ne voulions pas parler, mais que nous ne sommes pas restés inactifs; que pendant ces cinq années nous avons travaillé, étudié, et qu'aujourd'hui il nous plaît d'entrer en lice; et si nous y entrons avec des armes nouvelles, ils ne s'étonneront plus.

C'est drôle, n'est-ce pas, vous qui nous croyiez morts?

Nous n'avons pas la prétention de vous prendre pour des imbéciles, mais, si vous y réfléchissiez bien, vous qui vivez de l'idée du siècle passé, vous vous convaincriez que le socialisme ne peut-être tué par des lois; au contraire. Né des besoins du peuple, il sera debout aussi longtemps que le peuple aura des besoins; si la loi l'empêche de se montrer, elle lui rend en retour un immense service; car en ne s'occupant que peu de luttes intestines, son moral ne s'en porte que mieux. Allez! législateurs, faites des lois, faites en toujours! il en est une que vous ne ferez jamais: une loi qui empêche de penser!!!

Enfin, avec ce manifeste, nous n'avons pas fait rire la presse, et nous avons la satisfaction d'avoir mis toute la police et la gendarmerie sur pied.

(Autre correspondance.) — On nous a accusé d'avoir choisi les affiches des candidats Bonnet-Duverdier et Durand pour y placarder notre manifeste. C'est faux. Notre intention était naturellement de le mettre en évidence, et, pour cela faire, nous nous sommes servis des affiches rouges que nous trouvions sans nous préoccuper du nom du candidat qu'elles portaient. Notre papier était blanc afin de montrer le peu de cas que nous faisons de la légalité. Les affiches D'Ordinaire n'ont pas été plus épargnées que les autres et à Vaise, les affiches du théâtre nous ont servi.

P. S. Je vous signale en finissant, notre ami X . . . qui a bien mérité de la cause en se distinguant d'une façon tout à son avantage dans les événements qui viennent de se produire ici.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la publication des résolutions soumises au vote au Congrès de Gand.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Ideé sur l'organisation sociale , par J. Guillaume . . .	fr. — 50
La dictature , par Lefrançois . . .	” — 20
Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France par Jules Montels . . .	” — 15
Radicalisme et socialisme , par A. Schwitzguebel . . .	” — 30
Lettres sans adresses (Tchernychewsky), traduit du russe . . .	” — 30